

L'observatoire Trendeo dresse, dans un rapport publié mardi, un bilan peu engageant de l'état actuel de l'emploi et de l'investissement en France.

Publicité

«Une glissade prolongée»: c'est par ces mots que David Cousquer, gérant de l'observatoire Trendeo, introduit son rapport sur l'emploi et l'investissement en France en 2013. Des mots déprimants comme la conjoncture qui donne «très peu de signes positifs», peut-on lire dans le document publié mardi, avec une année 2014 qui s'annonce «au mieux» comme une «année de stagnation». Trois faits majeurs viennent étayer ce diagnostic peu engageant. D'abord, «la contraction du tissu industriel» hexagonal s'est poursuivie en 2013. Non seulement le nombre de fermetures d'usines a légèrement ralenti, à 263 contre 267 l'année précédente où elles avaient grimpé de 42%. Mais les créations d'usines ont dans le même temps chuté de 28% pour atteindre leur plus bas niveau depuis janvier 2009, passant de 172 à 124. Résultat: le solde négatif s'est encore creusé avec une perte nette de 139 usines, contre 95 en 2012. Ce «défillement» a bien évidemment des conséquences sociales: depuis 2009, date de la création de l'observatoire Trendeo basé sur la remontée d'informations de 4500 opérateurs de terrain, l'industrie manufacturière a perdu près de 146.000 emplois, dont le tiers pour le seul secteur automobile, loin devant les transports et la logistique (- 74.497 emplois sur la même période). «Au total, sur 19 secteurs de l'économie, 14 ont vu leur situation se dégrader l'an dernier», notent les auteurs de l'étude.

«Les activités de R & D ont supprimé plus d'emplois qu'elles n'en ont créés»

Parmi les cinq rescapés, seuls deux affichent des progressions significatives: l'information et la communication et, surtout, l'administration publique dont le solde net de création d'emplois, quoique toujours négatif en 2013, a progressé de près de 7700 postes sur un an. Deuxième signal préoccupant. L'an passé, «les activités de R & D ont supprimé plus d'emplois qu'elles n'en ont créés». En l'espace d'un an, les annonces de créations de postes dans ce domaine clé pour l'avenir de l'économie française à moyen et long terme, sont

passées de 6600 en 2012 à un peu plus de 1000 l'an dernier.

Bien loin de compenser cet effondrement, la division par quatre sur un an des suppressions de postes (de 4062 à 1165) fait que, pour la première fois depuis 2009, la R & D française affiche un solde négatif d'embauches (-138 contre + 5497 en 2010...).

Or, comme le souligne le rapport, «il est difficile d'initier des stratégies de montée en gamme sans s'appuyer sur de la recherche». D'autant, et c'est le troisième point, que les «investissements verts» (véhicule électrique, biomatériaux, énergies renouvelables...), autre secteur d'avenir, sont eux aussi en chute libre, avec un peu plus de 600 créations nettes d'emplois, contre près de 3500 en 2012.

En conclusion, «le redressement, lorsqu'il aura lieu, sera long», avertit Trendee.